

BÉTHUNE – Interview de Alexandre Maesele

Julien

« Alexandre Maesele, bonjour. Vous êtes âgé de 28 ans et vous êtes candidat à Béthune où vous êtes conseiller municipal d'opposition. Vous aviez recueilli en 2020, lors d'une élection où cinq listes étaient présentes, 7 % des voix.

Vous êtes également conseiller régional sous l'étiquette du Rassemblement National et vous porterez le 15 mars prochain la liste « Un meilleur avenir pour Béthune ».

Pourquoi vous présentez-vous de nouveau pour briguer le fauteuil de maire de Béthune ?

Alexandre Maesele

« Tout simplement parce que c'est aussi la continuité de mon engagement politique sur Béthune. Comme vous l'avez rappelé, j'ai été élu en 2020 conseiller municipal où j'ai pu défendre les valeurs du Rassemblement National pendant ces six années de mandat face à la majorité de Olivier Gacquerre.

J'aurai la spécificité aussi sur cette liste d'avoir Madame Caroline Parmentier, qui est notre députée sur Béthune, qui est appréciée et qui a été élue en 2022 et réélue en 2024 également par un bon nombre de Béthunois, si ce n'est la moitié des Béthunois.

On se représente également parce que Béthune est ma ville de cœur. C'est la ville que j'aime arpenter et que j'ai défendue pendant ces six années de mandat et que je vois malheureusement se dégrader d'année en année, notamment sur l'aspect fiscal, sur l'aspect sécuritaire, sur l'aspect de cadre de vie également.

Il était tout naturel pour moi donc de repartir dans ces élections municipales afin de proposer une alternance.

Une alternance parce que cela fait quand même 18 ans qu'Olivier Gacquerre est dans l'exécutif municipal.

Quand je rencontre de nombreux Béthunois, certains me disent qu'il y a une forme d'usure. Il a été président de la communauté d'agglomération élu en 2020. Et donc le fait d'avoir concilié le mandat de maire de Béthune, qui est une ville de 25 000 habitants, c'est une ville où on est censé être à plein temps, et le mandat de président de la communauté d'agglomération de Communauté d'agglomération Béthune-Bruay qui est une agglomération composée de cent communes, donc ce n'est pas une petite agglomération de 200 à 300 mille personnes.

Il était moins présent sur le terrain. On voit qu'il y a une forme d'usure et que les habitants veulent absolument du changement, que ce soit au niveau local comme au niveau national.

Nous avons donc une étiquette qui est également porteuse puisque je suis le seul, je pense d'ailleurs sur ces trois listes pour l'instant déclarées, à avoir une étiquette politique qui est celle du Rassemblement National, qui est une étiquette en tout cas porteuse grâce à Jordan Bardella et Marine Le Pen.

D'ailleurs il faut savoir qu'Olivier Gacquerre se déclare comme « sans étiquette », alors qu'il faut rappeler qu'il est tout de même de l'Union des démocrates et indépendants (UDI), qui est un parti national qui soutient la politique d'Emmanuel Macron où ils ont des ministres d'ailleurs au gouvernement et dont le maire est un cadre puisqu'il est secrétaire national de cette formation politique qui est l'UDI.

Et donc c'est pour cela que je me présente avec une liste composée de femmes et d'hommes de tous horizons, de tous âges et de toutes professions pour justement incarner cette alternance que j'estime que Béthune a besoin. »

Une mesure phare du programme

Julien

« À l'heure où nous avons enregistré l'interview d'Alexandre Maesele le 26 février à 13h00, le dépôt des listes n'était pas clôturé. À l'issue de la clôture le 26 février à 18h00, la préfecture est chargée d'attribuer une nuance politique distincte de l'étiquette politique que les candidats sont libres ou non d'afficher. La préfecture établit ces nuances en fonction de divers faisceaux d'indices pour favoriser l'analyse électorale et la lisibilité du scrutin pour les citoyens.

Alors nous proposons à chaque candidat de nous exposer une mesure forte de son programme. Quelle est celle que vous souhaitez mettre en avant auprès des auditeurs et électeurs béthunois ? »

Alexandre Maesele

« Évidemment notre priorité numéro un sera la sécurité, mais on en parlera après. Donc je vais vous parler d'une autre priorité qui est la deuxième pour nous : c'est la fiscalité.

On se rend compte que depuis quelques années, les Béthunois paient cher leur taxe foncière. Le maire Olivier Gacquerre avait promis en 2020 lors des élections de ne pas augmenter cette taxe foncière. Forcer de constater qu'en 2023 celle-ci a explosé.

Pas forcément sur les taux, évidemment, de la ville, mais il l'a fait par un tour de passe-passe, c'est-à-dire qu'en fait, en déléguant une compétence qui est celle de

la rénovation des voiries à une intercommunalité qui est le SIVOM du Béthunois, automatiquement, comme le SIVOM du Béthunois en question lève l'impôt, c'est-à-dire qu'il prélève directement sur la taxe foncière sur la colonne SIVOM leur part qui leur est due, et donc en passant de 250 000 euros à 5 millions d'euros sur ces rénovations de voirie, automatiquement la taxe foncière est augmentée.

Par la simple volonté du maire, parce qu'il pouvait assumer, augmenter les impôts s'il le souhaitait de la ville, et donc de faire ses travaux par le budget communal.

Il a préféré finalement ne pas être transparent vis-à-vis des Béthunois parce que lors du rapport de notation budgétaire de 2023, il n'a parlé à aucun moment que cela aurait augmenté les impôts, le fait de transférer ces compétences, et donc il a fait ce tour de passe-passe pour éviter qu'on lui dise et qu'on lui reproche qu'il a augmenté les impôts, sauf qu'il l'a fait.

Et donc ce qu'on veut, nous en tout cas, nous avons plusieurs mesures sur la fiscalité, c'est dans un premier temps de geler ce taux local de la taxe foncière, dans un second temps faire un audit des finances de la ville pour trouver justement les marges de manœuvre, notamment sur les charges de fonctionnement, parce que je rappelle que sur le classement des villes de 20 000 à 40 000 habitants dans le Pas-de-Calais, Béthune est bonne dernière sur les charges de fonctionnement, et donc il faut qu'on puisse trouver toutes ces marges de manœuvre afin de pouvoir financer, ne serait-ce que notre programme sur la sécurité, mais aussi en fonction de cet audit financier, pourquoi pas faire une baisse chiffrée de la taxe foncière, parce qu'on veut redonner du pouvoir d'achat aux contribuables béthunois, parce que ce n'est pas parce qu'on est non propriétaire qu'on est forcément riche ou millionnaire.

Et donc on veut véritablement proposer une baisse chiffrée pour pouvoir redonner un petit peu de pouvoir d'achat à ce contribuable du Nord qui en a tant besoin au regard du contexte national. »

Julien :

« Alexandre Maesele, justement, dans votre tract sur la fiscalité, vous indiquez que cet audit permettra d'analyser les mauvaises dépenses.

Un exemple concret, peut-être, de mauvaises dépenses à nous citer ? »

Alexandre Maesele

« Alors, tout à fait.

Ne serait-ce que déjà sur les festivités.

Alors, moi, je ne veux pas être le fossoyeur des festivités, évidemment, de la ville de Béthune.

Il faut qu'on puisse rester attractif pour les Béthunois comme pour les extérieurs.

Mais moi, en faisant du terrain, moi, ce que je trouve et ce que les habitants me disent principalement, c'est qu'on a des festivités qui ne sont pas forcément en adéquation avec ce que souhaite la population béthunoise.

On a davantage des festivités qui sont proportionnées pour les extérieurs, pour des gens qui ne sont pas forcément béthunois, et il faut qu'on puisse, et d'ailleurs ce sera dans notre programme, il faut qu'on puisse proposer des festivités qui soient davantage populaires, qui soient justement davantage tournées pour les familles, pour les enfants, pour les grands-parents, pour tout le monde finalement, plutôt que de faire venir des rappeurs multi-récidivistes, condamnés à plusieurs reprises, qui d'ailleurs ne donnent pas forcément une bonne image du quartier où ils ont produit leur musique finalement, on parle de Joey Star, je tiens à le dire, et donc c'est pour ça que nous souhaitons proposer davantage de festivités qui soient donc de fait moins coûteuses mais sans pour autant être de moins bonne qualité et qu'on puisse rationaliser là-dessus pour proposer vraiment des festivités populaires. »

Julien :

« On s'intéresse également à un enjeu local et à Béthune focus sur les questions de sécurité.

Des mesures ont été mises en place récemment par la municipalité actuelle comme l'armement de la police municipale ou encore la vidéoverbalisation.

Concernant cette vidéoverbalisation, justement, vous avez déclaré vouloir la suspendre et repenser son usage.

Expliquez-nous. »

Alexandre Maesele

« Tout à fait.

Alors, on va me dire que je suis pour les incivilités routières, pour l'insécurité routière.

C'est totalement faux.

D'ailleurs, on en parle dans notre programme.

Mais à un moment donné, il faut savoir taper là où ça fait mal, c'est-à-dire taper véritablement sur les bonnes personnes.

Moi je pense finalement que cette vidéoverbalisation qui est sur le papier n'est pas une mauvaise chose, va davantage taper les personnes âgées, la petite mamie qui finalement va glisser son stop, qui certes est verbalisable, mais il faut savoir être indulgent.

Et je pense qu'Olivier Gacquerre, ça fait quand même 18 ans qu'il est là, ça fait depuis 2014 que nous au Rassemblement National, on propose certaines

mesures sur la sécurité dont je détaillerai par la suite, qui auraient pu être mises en place depuis bien longtemps.

Les Gacquerre auraient dû davantage taper sur la délinquance, sur les trafics de drogue, sur les agressions, plutôt que taper justement toujours sur les mêmes portefeuilles, sur les personnes qui n'ont pas les moyens, qui viennent en centre-ville de Béthune pour tenter de consommer.

La population qui vient en centre-ville.

Et finalement, la seule façon d'annoncer cette vidéoverbalisation sans pour autant être souple, c'est simplement faire fuir la population béthunoise, faire fuir la population qui vient en centre-ville.

C'est compliqué de se garer, c'est faire fuir nos commerçants, faire fuir nos habitants, faire fuir les personnes qui viennent justement consommer en centre-ville.

Et donc, ce n'est pas forcément un bon signal pour les Béthunois et les extérieurs. »

Julien :

Alexandre Maesele, en une minute, vos autres propositions sur la sécurité ? »

Alexandre Maesele

Depuis 2014, nous nous proposons l'armement de la police municipale, on proposait la création d'un CSU.

Je rappelle que, d'ailleurs, sur votre antenne, en 2020, on avait fait un débat.

Et lors de ce débat, j'avais proposé l'armement de la police municipale, comme en 2014. J'avais proposé la création d'un CSU.

Et Olivier Gacquerre avait balayé d'un revers de la main en disant que ce n'était pas prévu dans son programme, qu'il n'y croyait pas idéologiquement.

Et force est de constater que sous la pression populaire, c'est-à-dire il y a un an, un an et demi, par le biais d'un référendum qui n'était pas du tout utile d'ailleurs, on va être honnête, qui n'a pas recueilli énormément d'avis de participation, on va dire, l'a fait.

Mais encore une fois, c'est sous la pression populaire.

Il n'y croit absolument pas.

Et nous, en tout cas, moi, j'ai travaillé en tant que directeur de cabinet de la ville de Bruay-la-Buissière.

Quand on dit qu'on fera quelque chose pour la sécurité, on le fait véritablement.

Dès que Ludovic Pajot est arrivé à Bruay-la-Buissière, il a tout de suite créé sa police municipale.

Il l'avait promis, il l'a fait.

Il ne fallait pas attendre, je pense, plus de 12 ans, plus de 18 ans pour pouvoir faire cette police municipale armée qui est très demandée par la population, ne serait-ce que pour leur protection, mais également demandée par les policiers municipaux eux-mêmes pour justement leur protection.

Parce qu'il faut savoir que la police municipale est une police de proximité qui fait quasiment les mêmes missions, en tout cas de police de proximité, que la police nationale qui, eux, sont armés.

Et donc, il est tout à fait normal qu'elle le soit.

Elle aurait dû l'être depuis bien longtemps.

Nous ce que nous proposons, et très rapidement ce que nous proposons, c'est bien évidemment d'augmenter les effectifs de policiers municipaux afin que nous ayons à minima une patrouille supplémentaire sur le terrain, et notamment pédestre, parce que ce qui nous revient le plus c'est évidemment que les habitants souhaitent davantage voir leurs policiers municipaux dans la rue.

On souhaite également donc renforcer le maillage territorial de caméras de vidéoprotection parce qu'il n'y en a pas assez, notamment sur les lieux stratégiques, il y a encore des bâtiments au public qui ne sont pas protégés.

Et donc renforcer également de facto le centre de supervision urbain qui n'est pas à son plein potentiel, et donc nous nous le ferons dès que nous arriverons.

Et enfin, la mesure phare on va dire de notre programme sur la sécurité, c'est une expérimentation du 24 heures sur 24, notamment le week-end, donc le vendredi, samedi, dimanche, pour pouvoir justement lutter contre ces incivilités qui ont particulièrement lieu le week-end.

Et en fonction de cette expérimentation, on se laissera un an, nous nous proposerons pourquoi pas le 24 heures sur 24 et le 7 jours sur 7, c'est-à-dire également la semaine.

Julien :

« Rapidement, parce qu'il faut aussi respecter l'équilibre des temps de parole avec les autres candidats, comment financer les mesures de votre programme ?
«

Alexandre Maesele

« On passera par un audit des finances.

Il y a des charges de fonctionnement qui ont explosé, qui sont, comme je le disais, bien supérieures pour une ville de la même strata.

On pourra évidemment trouver les marges de manœuvre dans ces charges de fonctionnement et aussi d'autres économies quand nous arriverons évidemment aux manettes.

Encore une fois, on ne peut pas évidemment se fier aux documents budgétaires que nous fournissent la municipalité actuelle et on pourra se faire notre propre avis une fois qu'on sera au pouvoir.

Mais notre priorité c'est bien évidemment la sécurité et la fiscalité et on trouvera, j'en suis certain avec cet audit, les marges de manœuvre nécessaires pour financer tout ça.

Mais en tout cas ce sera notre priorité. »

Julien :

« Merci beaucoup Alexandre Maesele d'avoir répondu à nos questions.

Je rappelle que vous êtes le candidat du Rassemblement National pour la liste « **Un meilleur avenir pour Béthune** » à l'occasion des élections du 15 et 22 mars prochains. »